



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 13 juin 2025

Politique étrangère et européenne	2
La ministre des Affaires étrangères Valtonen commente l'escalade militaire entre Israël et Iran	2
Le Président Stubb est en contact avec le Président Trump chaque semaine.....	2
Selon le Président Stubb, la Finlande et le Japon sont unis par leurs valeurs et leurs intérêts, leur design et leur style de vie, ainsi que par les questions de sécurité.....	2
Visite en Finlande du vice-président de la Commission Stéphane Séjourné.....	2
Depuis le début de la guerre en Ukraine, plus de 1500 citoyens russes ont demandé l'asile en Finlande	4
Les ministres de l'Intérieur de l'UE devraient parvenir à un accord préliminaire sur la prolongation de la protection temporaire des Ukrainiens.....	4
Désignation au niveau de l'UE de pays d'origine sûrs pour les demandeurs d'asile : le gouvernement finlandais soutient l'établissement d'une liste de pays d'origine sûrs.....	5
Les ministres nordiques de l'Agriculture soulignent l'importance du renforcement de la sécurité d'approvisionnement	6
Des représentants du Canada, de la Finlande et des États-Unis se sont réunis les 11 et 12 juin au Canada pour discuter de la construction de brise-glaces.....	6
Gouvernement.....	7
Nomination de Sakari Puisto au poste de ministre de l'Économie et de Mika Poutala au poste de ministre de la Jeunesse et des Sports	7
Défense	7
La Commission de la défense favorable au retrait de la convention d'Ottawa	7
Le PSD va soutenir le retrait de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel.....	8
Tourisme	8
Stratégie finlandaise sur le tourisme pour 2025-2028.....	8
Éducation	9
96 % des élèves ayant terminé le collège ce printemps ont été acceptés dans un lycée général ou dans un lycée professionnel.....	9
Les entreprises de l'industrie chimique s'inquiètent du niveau de connaissances des jeunes qui sortent du système d'éducation	9
Culture.....	9
Jean-Michel Jarre se produira à Helsinki ce dimanche	9

Politique étrangère et européenne

La ministre des Affaires étrangères Valtonen commente l'escalade militaire entre Israël et Iran

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen (Coalition nationale) a réagi sur X au sujet de l'attaque d'Israël en Iran et de la réponse de celui-ci.

« La situation au Moyen-Orient est très préoccupante et il faut mettre fin au cycle d'escalade militaire. Seules des solutions politiques permettront de trouver des solutions durables aux problèmes de sécurité de la région. Ce matin, j'ai été en contact avec notre ambassade à Téhéran. Le personnel est en sécurité et l'ambassade continue de fonctionner normalement. Il y a quelques dizaines de citoyens finlandais en Iran. L'ambassade a déjà pu contacter certains d'entre eux et continue ses efforts afin de contacter le reste », a écrit la ministre.

X

Le Président Stubb est en contact avec le Président Trump chaque semaine

Dans une interview du journal Maaseudun Tulevaisuus, le Président de la République Alexander Stubb révèle discuter au téléphone avec le président américain Donald Trump chaque semaine. « Plus on peut construire de relations personnelles, mieux c'est », dit Stubb. Toutefois, le Président dit vouloir être réaliste à l'égard de l'influence qu'il peut exercer sur les opinions des autres.

« Nous, en tant que Finlandais, et personnellement en tant que Président de la République, nous essayons d'influencer les choses que nous pouvons. En ce moment, il est bon que nous ayons un dialogue actif avec le président américain », a dit Stubb.

Selon le Président, il est encore difficile de prévoir les éventuelles négociations avec la Russie. Cela dépendra de ce que veulent les alliés européens et l'Ukraine.

« Il n'y a aucune perspective de négociations bilatérales entre la Finlande et la Russie tant que la Russie poursuit sa guerre d'agression contre l'Ukraine et la violation de toutes les règles internationales », a conclu le Président.

MTV

Selon le Président Stubb, la Finlande et le Japon sont unis par leurs valeurs et leurs intérêts, leur design et leur style de vie, ainsi que par les questions de sécurité

Le président de la République, Alexander Stubb, et son épouse, Suzanne Innes-Stubb, ont effectué une visite au Japon du 8 au 12 juin 2025. Le couple présidentiel s'est rendu à Hakui, Tokyo et Osaka. Au cours de ce voyage, le président Stubb a rencontré l'empereur du Japon et le Premier ministre Shigeru Ishiba. Lors de cette rencontre, le président Stubb et le Premier ministre Ishiba ont fait une déclaration sur le renforcement de la coopération entre la Finlande et le Japon. Cette coopération sera approfondie, notamment dans le domaine de la sécurité. Le voyage s'est terminé à l'Exposition universelle EXPO 2025 à Osaka.

<https://www.presidentti.fi/presidentti-stubb-suomea-ja-japania-yhdistaa-arvot-ja-intressit-design-ja-lifestyle-seka-turvallisuuskysymykset/>

Visite en Finlande du vice-président de la Commission Stéphane Séjourné

Le vice-président de la Commission européenne Stéphane Séjourné était en Finlande jeudi pour une visite où il a rencontré le Premier ministre Petteri Orpo et le ministre des Affaires économiques Wille Rydman. Il a également visité l'usine du groupe Metsä à Kemi.

Avant sa visite en Finlande, il a donné une interview au Helsingin Sanomat à Bruxelles.

La concurrence interne de l'UE en matière d'aides d'État, critiquée par le gouvernement finlandais et le monde des affaires, ne semble pas près de s'arrêter. Au contraire, les exemptions aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, qui ont permis l'octroi de généreuses subventions aux entreprises, sont prolongées, et la Commission envisage même de les prolonger encore plus.

La Commission a l'intention de prolonger les règles d'exemption des aides d'État jusqu'en 2030. Le vice-président de la Commission européenne Stéphane Séjourné affirme que la politique de soutien est fondée sur les objectifs climatiques de l'UE et sur le soutien de la Chine à son propre secteur industriel.

En Finlande, on craint que les futurs investissements industriels prévus soient perdus au profit de pays bénéficiant de subventions plus généreuses.

« Nous devons nous adapter à la situation mondiale, et il est clair que le protectionnisme se généralise partout dans le monde. Nous ne le souhaitons pas, et l'Europe restera un continent ouvert aux entreprises », déclare Stéphane Séjourné, à Helsingin Sanomat.

La Commission prépare actuellement de nouvelles règles en matière d'aides d'État sous la direction de la vice-présidente Teresa Ribera. Cependant, la politique d'aide est étroitement liée au portefeuille de M. Séjourné, qui comprend le marché intérieur et la transition verte de l'industrie. M. Séjourné affirme prendre au sérieux le risque de distorsion du marché intérieur. Parallèlement, il souligne que deux raisons principales motivent la réforme des règles d'aides publiques.

La première est la réglementation climatique et environnementale de l'UE, qui contraint les entreprises à réduire leurs émissions. « Cela nous oblige à investir dans l'industrie de différentes manières pour faire de la décarbonation une réalité. »

Une autre raison est que les règles de l'économie de marché ne sont pas appliquées de la même manière par tous. Il est difficile pour les entreprises européennes d'être compétitives lorsque la Chine soutient généreusement son industrie. « Pour ces raisons, nous devons adapter nos règles, mais je crois profondément au marché et aux solutions qu'il produit. »

Les nouvelles règles d'exemption ont conduit tous les pays de l'UE à introduire une forme de soutien aux investissements dans la transition verte. L'été dernier, la Commission avait approuvé plus de 300 régimes de soutien différents, pour un budget total de près de 800 milliards d'euros. Cependant, la répartition des aides est très inégale. L'Allemagne représente plus de la moitié du budget total.

M. Séjourné souligne toutefois que la répartition des aides n'est pas forcément celle qu'on pourrait imaginer. Par rapport à la taille de l'économie, les aides les plus importantes ont été accordées par la Hongrie, la Croatie, Malte et la Pologne.

Cela suscite des inquiétudes quant aux distorsions de concurrence au sein de l'UE.

La Cour des comptes européenne a critiqué la Commission pour avoir introduit les exemptions sous couvert de crise et pour ne pas avoir enquêté sur les effets de distorsion des subventions. Le monde des affaires espérait donc que la Commission réaliserait une analyse d'impact approfondie avant de soumettre sa proposition de réforme des règles en matière d'aides d'État. Selon Helsingin Sanomat, aucune étude de ce type n'est en cours, bien que la proposition de prolonger les exemptions soit prévue dès juin.

M. Séjourné souligne que la Commission consultera les États membres et les entreprises lors de la préparation de sa proposition.

Lorsque la Commission a assoupli les règles en matière d'aides d'État il y a deux ans pour permettre le soutien aux investissements dans la transition verte, elle a justifié sa décision par la concurrence mondiale en matière d'aides. Les États-Unis venaient d'approuver le programme IRA de plusieurs centaines de milliards de dollars de subventions pour les investissements dans les industries propres.

Cependant, le pouvoir a changé aux États-Unis, et l'administration du président Donald Trump prévoit désormais de réduire considérablement le financement de ce programme.

Cependant, Séjourné ne pense pas que cela compromette la nouvelle ligne de l'Europe sur les aides d'État. Il souligne que, parallèlement, l'administration Trump menace l'Europe de lourdes taxes à l'importation.

« Nous sommes confrontés à deux problèmes simultanés : la surproduction soutenue par l'État en Asie et les droits de douane aux États-Unis. Il faut en tenir compte lors de l'octroi des aides d'État », déclare Séjourné.

Il affirme que les droits de douane américains constituent à la fois un risque et une opportunité pour l'Europe.

« C'est une opportunité, car ils nous obligent à investir dans la compétitivité. En même temps, ils constituent un risque, car ils pourraient conduire à une guerre commerciale. C'est un élément à prendre en compte dans la politique d'aides d'État.»

En réponse aux droits de douane américains, la Commission souhaite accroître les échanges commerciaux entre les pays de l'UE. Cet aspect est crucial pour le secteur des entreprises finlandais, car plus de la moitié des exportations finlandaises sont destinées à d'autres pays de l'UE.

Toutefois les entreprises se heurtent encore à de nombreux obstacles réglementaires dans le marché intérieur européen. Sous la direction de Séjourné, la Commission a élaboré une stratégie pour le marché unique axée sur la suppression des obstacles les plus importants.

HS

Depuis le début de la guerre en Ukraine, plus de 1500 citoyens russes ont demandé l'asile en Finlande

Depuis le début de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, plus de 1500 citoyens russes ont demandé l'asile en Finlande. Les raisons les plus fréquemment évoquées par les Russes pour demander l'asile sont la mobilisation en Russie et leurs activités d'opposant.

La plupart des demandeurs d'asile russes sont arrivés en Finlande à l'automne 2022, après l'annonce par le président russe Vladimir Poutine d'une mobilisation. Le traitement de ces demandes a été retardé parce que la Finlande attendait les recommandations de l'Union européenne.

Au final, l'UE n'a proposé aucune recommandation.

Toutefois, le traitement des demandes s'est récemment accéléré.

En janvier 2025, plus de 400 demandes avaient été rejetées et environ 400 demandes ont fait l'objet d'une décision positive.

Entre janvier et mai, 426 demandes ont été traitées, avec 60 réponses positives et 313 réponses négatives.

Fin mai, 23 demandes d'asile déposées en 2022 par les citoyens russes étaient encore en cours de traitement.

HS

Les ministres de l'Intérieur de l'UE devraient parvenir à un accord préliminaire sur la prolongation de la protection temporaire des Ukrainiens

Les ministres de l'Intérieur des États membres de l'UE se réunissent pour le Conseil « Justice et Affaires intérieures » lu 13 juin à Luxembourg. À l'ordre du jour figurent la prolongation de la protection temporaire pour les réfugiés ukrainiens, la stratégie de sécurité intérieure de l'UE ainsi que le retour des personnes en séjour irrégulier dans l'UE. La Finlande est représentée à cette réunion par la ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen.

Les ministres de l'Intérieur devraient parvenir à un accord politique sur la prolongation d'un an de la protection temporaire pour les réfugiés ukrainiens. La Commission européenne a présenté sa proposition de prolongation de la protection temporaire jusqu'au 4 mars 2027. Cette proposition devrait être officiellement adoptée plus tard dans l'été. Les ministres de l'Intérieur lanceront également prochainement une discussion sur la manière de décider de manière contrôlée de la protection temporaire.

La Finlande soutient la proposition de prolongation d'un an de la protection temporaire. Par ailleurs, une solution coordonnée au niveau européen est nécessaire lorsque la situation en Ukraine se stabilisera et que la fin de la protection temporaire et le retour des personnes en Ukraine deviendront une question d'actualité.

Les ministres de l'Intérieur discutent également de la stratégie de sécurité intérieure de l'UE présentée par la Commission en avril. Cette stratégie présente des mesures visant à soutenir les États membres et à renforcer la sécurité intérieure de l'UE dans les années à venir. Par exemple, le renforcement des frontières extérieures de l'UE et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex sont particulièrement importants pour la Finlande.

L'un des principaux objectifs de la stratégie est de garantir l'accès des autorités publiques aux données pour une application efficace de la loi. À l'heure actuelle, les criminels et les États hostiles utilisent de nouveaux outils numériques, mais il est très difficile pour les autorités de prévenir ou d'enquêter sur les activités criminelles sans accès aux données nécessaires.

« Les services répressifs doivent également disposer d'outils adéquats dans le monde en ligne. Il est important que la Commission élabore un plan concret pour améliorer l'accès aux données et que ce travail progresse désormais avec détermination », a déclaré la ministre Rantanen.

La réunion abordera également la manière de promouvoir, grâce à la coopération avec les pays tiers, le retour des personnes en séjour irrégulier dans l'UE. Les politiques commerciales, de visas et de développement offrent différentes pistes pour y parvenir. Par exemple, il s'est avéré utile d'imposer des restrictions de visa aux pays qui n'acceptent pas le retour de leurs propres citoyens.

En mars, la Commission a présenté une proposition de nouveau règlement sur le retour, qui permettrait la création de plateformes de retour en dehors de l'UE. Une personne en séjour irrégulier dans l'UE pourrait être transférée vers une plateforme de retour en attendant son retour dans son pays d'origine.

« Les plateformes de retour constitueraient un complément important à l'éventail des moyens de retour des personnes dans leur pays d'origine et encourageraient le retour volontaire. Il devrait être possible d'utiliser les financements de l'UE pour favoriser leur retour, y compris les plateformes de retour. Outre l'élaboration de la législation européenne, il est essentiel que la Commission et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) collaborent activement avec les pays tiers afin d'améliorer la coopération. Les États ont l'obligation de reprendre leurs propres citoyens », a déclaré la ministre Rantanen.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/eu-n-sisaministerien-on-tarkoitus-sopia-alustavasti-ukrainalaisten-tilapaisen-suojelun-jatkamisesta?languageId=en_US

Désignation au niveau de l'UE de pays d'origine sûrs pour les demandeurs d'asile : le gouvernement finlandais soutient l'établissement d'une liste de pays d'origine sûrs

Le 16 avril, la Commission européenne a présenté une proposition visant à établir une liste de pays d'origine sûrs pour les demandeurs d'asile. L'objectif est de faciliter l'examen rapide des demandes d'asile susceptibles d'être infondées : si le demandeur provient d'un pays d'origine sûr, l'examen de sa demande serait accéléré. Le gouvernement finlandais a informé le Parlement de cette proposition européenne le 12 juin.

Les pays d'origine sûrs incluraient les pays candidats à l'adhésion à l'UE, le pays candidat potentiel, le Kosovo, le Bangladesh, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, le Maroc et la Tunisie. La liste des pays d'origine sûrs serait régulièrement réexaminée et modifiée si nécessaire.

La désignation de pays d'origine sûrs au niveau de l'Union garantirait une application uniforme du concept par tous les États membres. Toutefois, les États membres pourraient toujours établir leurs propres listes nationales de pays d'origine sûrs. À ce jour, aucune liste de ce type n'a été établie en Finlande.

La proposition de la Commission modifie le règlement relatif aux procédures d'asile. Ce règlement fait partie intégrante du Pacte européen sur la migration et l'asile, qui entrera en vigueur en juin 2026. L'objectif de la proposition est d'accélérer l'application de certaines dispositions du règlement afin de doter rapidement les États membres de l'UE de nouveaux outils efficaces pour gérer les demandes d'asile.

Le gouvernement finlandais soutient l'établissement d'une liste de pays d'origine sûrs.

Le gouvernement estime qu'il est important de rendre le système d'asile plus efficace et plus performant. Il est également essentiel que les demandeurs d'asile déboutés retournent ou soient renvoyés dans leur pays d'origine dans les meilleurs délais.

Le gouvernement soutient les mesures visant à accroître le recours aux procédures accélérées et à réduire les demandes d'asile infondées. Il salue l'établissement d'une liste de pays d'origine sûrs à l'échelle de l'Union.

De l'avis du Gouvernement, les pays proposés par la Commission peuvent être considérés comme des pays d'origine sûrs. Dans le cas des pays candidats à l'adhésion à l'UE, il pourrait être nécessaire de préciser les circonstances exceptionnelles et les modalités de prise de décision correspondantes.

Il pourrait être utile d'anticiper l'application de certaines dispositions telles que proposées. Les modifications législatives nationales requises par le Pacte sur la migration et l'asile devraient entrer en vigueur à l'été 2026. Des dispositions relatives à la désignation de pays d'origine sûrs seront également définies au niveau national.

La Commission a présenté une proposition concernant les pays tiers sûrs visant à favoriser la capacité des demandeurs d'asile à suivre la procédure d'asile et à obtenir une protection internationale dans les pays tiers. Le Gouvernement informera prochainement le Parlement de cette proposition.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/turvapaikanhakijoille-turvalliset-alkuperamaat-maariteltaisiin-eu-tasolla?languageId=en_US

Les ministres nordiques de l'Agriculture soulignent l'importance du renforcement de la sécurité d'approvisionnement

Le Conseil nordique des ministres de la Pêche, de l'Aquaculture, de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts s'est réuni à Kuopio les 11 et 12 juin 2025 pour sa réunion ministérielle annuelle. Parmi les sujets abordés figuraient la sécurité d'approvisionnement et les opportunités liées à la bioéconomie. Les ministres de Norvège, de Suède, de Finlande et du Danemark, ainsi que des régions autonomes d'Åland, des Îles Féroé et du Groenland, étaient présents. L'Islande était représentée par le secrétaire d'État.

Le thème principal de cette réunion de deux jours était la préparation et la résilience, notamment face aux crises.

À l'initiative de la Finlande, la réunion a également permis d'examiner les atouts de la production de viande nordique dans le cadre d'une comparaison internationale en matière de durabilité. « Il est important que nous puissions mettre en avant les atouts de notre production, en tenant compte également de l'importance cruciale de l'élevage pour notre sécurité d'approvisionnement. Nous avons décidé de lancer un projet de recherche visant à examiner la durabilité de la production de viande dans les pays nordiques par rapport à la production dans l'UE et à l'échelle mondiale », a déclaré la ministre de l'Agriculture Sari Essayah.

En vue de la prochaine réunion sur le climat, les ministres ont également convenu d'une déclaration commune soulignant le rôle important de la bioéconomie. « Lors de la réunion, nous avons clairement souligné que des solutions équitables pour les producteurs seront nécessaires aux défis climatiques. De manière générale, nous devons discuter davantage des solutions et des moyens, et pas seulement d'objectifs ambitieux. La bioéconomie est l'une des solutions clés pour relever le défi climatique », a résumé Essayah.

La réunion de Kuopio s'est conclue par un événement visant à renforcer la confiance des jeunes agriculteurs en l'avenir. Tous les pays nordiques considèrent la continuité comme une nécessité absolue pour assurer l'avenir de la production alimentaire. « Je considère qu'il est essentiel de dialoguer avec les jeunes et de créer des opportunités d'insertion professionnelle. Le secteur alimentaire a besoin d'une participation accrue des jeunes à tous les niveaux : production primaire, industrie et recherche. Les jeunes agriculteurs ont également souligné l'importance de la vitalité des zones rurales », a déclaré Essayah.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410837/pohjoismaiden-maatalousministerit-korostivat-huoltovarmuuden-vahvistamista-kokouksessaan-kuopiossa?languageId=en_US

Des représentants du Canada, de la Finlande et des États-Unis se sont réunis les 11 et 12 juin au Canada pour discuter de la construction de brise-glaces

Les coordonnateurs nationaux de l'effort de collaboration pour les brise-glaces (ICE Pact) et d'autres représentants des gouvernements du Canada, de la Finlande et des États-Unis ont conclu avec succès une réunion de deux jours au Canada les 11 et 12 juin.

L'objectif était de discuter de leur engagement commun à renforcer la présence dans l'Arctique et les capacités de déglacage grâce au ICE Pact.

Au cours des discussions, les délégués du Canada, de la Finlande et des États-Unis ont fait progresser les livrables en se concentrant sur quatre axes : expertise technique et échange d'informations, perfectionnement de la main-d'œuvre, relations avec les alliés et l'industrie, et recherche et développement.

Les trois pays ont chacun présenté leur examen et leur analyse de leur demande d'information, qui ont permis de recueillir les points de vue et les recommandations de l'industrie sur leurs marchés respectifs. Cela facilitera le dialogue avec les chantiers navals et les chaînes d'approvisionnement, et prépare le terrain pour une future collaboration avec le secteur privé. Les délégués ont également participé à une table ronde avec des représentants de l'industrie, du milieu universitaire et de groupes de réflexion canadiens, organisées par l'Institut canadien des affaires mondiales. Cet événement a constitué un forum important pour discuter de l'objectif et du potentiel du ICE Pact et identifier les possibilités de collaboration industrielle. Les participants ont partagé des informations précieuses sur les perspectives nationales concernant le ICE Pact et la collaboration dans l'Arctique, favorisant ainsi la coopération trilatérale et renforçant le soutien des parties prenantes aux activités du ICE Pact.

Les trois pays partenaires ont conclu une réunion fructueuse par un engagement ferme à poursuivre les travaux du ICE Pact. Ils ont convenu de se réunir à nouveau à l'automne 2025 aux États-Unis.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/ice-pact-jaanmurtajayhteistyon-kansalliset-koordinaattorit-edistivat-yhteistyota?languageld=en_US

Gouvernement

Nomination de Sakari Puisto au poste de ministre de l'Économie et de Mika Poutala au poste de ministre de la Jeunesse et des Sports

Le Président de la République a nommé le député Sakari Puisto (Vrais Finlandais) au poste de ministre de l'Économie et le député Mika Poutala (Chrétiens-Démocrates) au poste de ministre de la Jeunesse et des Sports.

Puisto remplace Wille Rydman (Vrais Finlandais) et Poutala remplace Sandra Bergqvist (Parti populaire suédois) en tant que ministre.

Ces changements ont été convenus lors de la formation du gouvernement en 2023.

« Mon travail en tant que ministre sera axé sur la stimulation de la croissance et la création de conditions propices à la croissance. Nous devons élargir le champ du financement des entreprises, qu'il s'agisse du financement ordinaire des PME, du financement à risque des startups ou du financement de l'agriculture. Nos secteurs d'exportation présentent un potentiel considérable. Une autre priorité importante pour moi est de veiller à ce que la politique finlandaise en matière de technologie et d'innovation réponde aux défis de notre époque », a déclaré le ministre des Affaires économiques, Sakari Puisto.

« La sédentarité et le manque de perspectives d'avenir des jeunes constituent des défis majeurs aujourd'hui, et mon secteur propose des solutions. Je souhaite avant tout être un ministre à l'écoute des citoyens. Je veux savoir ce qui fait le bien-être des Finlandais et ce qui les motive à bouger. Je me suis fixé comme objectif concret de rencontrer 50 000 jeunes au cours de mon mandat », a déclaré le ministre de la Jeunesse et des Sports Mika Poutala.

https://valtioneuvosto.fi/-/sakari-puisto-elinkeinoministeriksi-mika-poutala-liikunta-urheilu-ja-nuorisoministeriksi-?languageld=en_US

Défense

La Commission de la défense favorable au retrait de la convention d'Ottawa

Dans sa déclaration sur le projet du gouvernement de retrait de la convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel, la Commission de la défense du parlement se déclare favorable au retrait de la convention d'Ottawa.

Selon la Commission, compte tenu de la situation de sécurité actuelle, il est dans l'intérêt de la Finlande de réintroduire les mines antipersonnel dans son système de défense.

Le groupe parlementaire de l'Alliance des gauches a fait figurer une opinion dissidente dans la déclaration de la commission.

« En Ukraine, les mines se sont révélées être le moyen le plus important de ralentir l'avancement d'un adversaire supérieur », dit le vice-président de la Commission Mikko Savola (Centre) dans un communiqué en faveur du retrait.

Selon Savola, dans le cas d'un conflit, la Finlande utiliserait des cartes numériques pour localiser les mines, ce qui permettrait de retirer les mines de manière précise.

« Si le parlement décide que la Finlande quitte la convention d'Ottawa, le gouvernement doit faire passer le message à l'étranger que la Finlande est un utilisateur responsable des mines et que les mines antipersonnel seront utilisées seulement en cas de guerre. »

Kaleva

Le PSD va soutenir le retrait de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel

Le groupe parlementaire du principal parti d'opposition le PSD a décidé jeudi de soutenir le retrait de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel.

La présidente du groupe parlementaire, Tytti Tuppurainen, n'a pas pris position sur d'éventuelles exemptions de la discipline de voter pour les députés qui ne sont pas d'accord avec cette ligne.

Tytti Tuppurainen, a présenté la position du PSD sur la question au Parlement. Selon Tuppurainen, ce contexte était, entre autres, lié à la politique antérieure du parti sur la question.

« Cependant, il est très important pour le Parti social-démocrate que la Finlande soutienne le système multilatéral fondé sur des règles dans toutes ses activités internationales et qu'elle poursuive ses efforts engagés en matière de déminage humanitaire et de lutte contre les mines antipersonnel », a déclaré Tuppurainen.

Tuppurainen n'a pas souhaité se prononcer sur la question de savoir si les députés pourraient bénéficier de dérogations s'ils souhaitaient voter contre le retrait. Selon elle, il est trop tôt pour le dire.

On ignore combien de députés du PSD souhaiteraient voter contre le retrait du traité d'Ottawa. Cependant, des positions critiques ont été exprimées. Tuppurainen n'a pas souhaité évaluer l'ampleur de l'opposition à l'intérieur du groupe parlementaire.

Tuppurainen a toutefois qualifié de « animée » la discussion sur cette question au sein du groupe. Selon elle, il est compréhensible que la décision soit difficile à prendre pour certains membres du PSD.

« Mais donner l'impression que le PSD est divisé sur cette question est une erreur. Nous avons pris une décision commune, selon laquelle la Finlande peut se retirer du traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines », a-t-elle déclaré.

Le Parlement doit se prononcer sur le retrait du traité interdisant les mines antipersonnel dans les prochaines semaines.

HS

Tourisme

Stratégie finlandaise sur le tourisme pour 2025-2028

En 2024, le secteur du tourisme représentait 16,6 milliards d'euros. La stratégie vise à porter ce montant à 20 milliards d'euros d'ici 2028. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de doubler les dépenses des touristes étrangers en Finlande par rapport à 2019.

La stratégie finlandaise sur le tourisme pour 2025-2028 « Réussir davantage ensemble – Croissance durable et renouveau du tourisme finlandais » a été mise à jour entre l'automne 2024 et le printemps 2025 afin de s'adapter à l'évolution du contexte économique.

« Le tourisme est un secteur clé en Finlande, où le secteur des services est en pleine croissance. Les entreprises touristiques créent des expériences de voyage réussies, qui ont un impact positif sur l'image de marque de la Finlande. Nous disposons d'un potentiel inexploité considérable et de nombreux avantages à tirer du développement de notre secteur touristique et de la promotion de la Finlande, malgré l'instabilité mondiale actuelle », a déclaré le ministre de l'Économie, Wille Rydman.

Quatre priorités stratégiques ont été identifiées pour favoriser une croissance et un renouveau durables du secteur touristique : 1) améliorer l'accessibilité ; 2) gérer la durabilité ; 3) s'adapter à la transformation numérique ; et 4) garantir un environnement économique favorable à la compétitivité.

Le tourisme est un secteur de services à fort potentiel pour la Finlande et un secteur en pleine croissance. En 2024, le tourisme représentait 14 % des recettes d'exportation générées par les services. La demande totale dans le secteur du tourisme s'élevait à 16,6 milliards d'euros et sa part directe dans le PIB était de 2,4 %. Le tourisme employait 146 600 personnes. De plus, il a des répercussions économiques régionales importantes.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/suomen-matkailustrategia-2025-28-tavoitteena-matkailukysynnän-kasvu?language=en_US

Éducation

96 % des élèves ayant terminé le collège ce printemps ont été accepté dans un lycée général ou dans un lycée professionnel

Au total, 60 570 élèves, soit 96 % des élèves ayant terminé le collège ce printemps ont été accepté dans un lycée général, un lycée professionnel ou un autre programme scolaire pour continuer leur scolarité après le collège.

40 % vont continuer leur scolarité dans un lycée professionnel et 53 % dans un lycée d'enseignement général.

TS

Les entreprises de l'industrie chimique s'inquiètent du niveau de connaissances des jeunes qui sortent du système d'éducation

Selon la Fédération de l'industrie chimique, beaucoup d'entreprises du secteur s'inquiètent pour le niveau de connaissances des jeunes qui entrent dans le monde du travail.

L'experte de la Fédération de l'industrie chimique, Anni Siltanen, révèle que le niveau de connaissance des jeunes est un sujet de discussion courant dans les entreprises de l'industrie. Selon Siltanen, les jeunes manquent, plus qu'avant, des compétences de base notamment en mathématiques, résolution de problèmes et compréhension des liens de causalité.

Environ la moitié des employés des entreprises de l'industrie chimique viennent des lycées professionnels. Les réformes et les coupes budgétaires dans l'enseignement professionnel, qui ont par exemple diminué le nombre de cours en présentiel, ont récemment suscité des critiques.

Anni Siltanen estime que, pour améliorer la situation, il faudrait augmenter le nombre de cours en présentiel et améliorer également le dialogue entre les lycées professionnels et les entreprises.

HS

Culture

Jean-Michel Jarre se produira à Helsinki ce dimanche

L'artiste français de la musique électronique Jean-Michel Jarre se produira à Helsinki dimanche 15 juin 2025. Le concert aura lieu au parking de la patinoire d'Helsinki.

Les groupes Tangerine Dream et Rinne Radio se produiront également dans ce concert.

HS